

Alter Égaux n°37

SOLIDARITÉ
SOCIALISTE

*pensons le monde autrement
vivons-le solidairement*

Belgique-België
P.P.
Bruxelles X
1/2307

Bureau de dépôt Bruxelles X
N° d'agrégation P201042
Adresse de l'expéditeur :
Rue Coenraets, 68 - 1060 Bruxelles



théma-zoom

L'économie informelle

UN MONDE À LA RECHERCHE DE FORMES

Plus de 130 000 personnes étaient rassemblées à Belém, aux portes de l'Amazonie brésilienne, à l'occasion de l'organisation du Forum Social Mondial (FSM). Solidarité Socialiste et plusieurs de ses partenaires y participaient activement. Ils y ont organisé et animé une rencontre sur les risques et opportunités que les agrocarburants représentent pour les petits paysans du Sud, sujet d'une actualité cruciale que nous avons déjà abordé à l'occasion d'une journée internationale à la Maison des Parlementaires en décembre dernier.

De cette huitième édition du FSM, qui s'est tenue du 26 janvier au 1er février, émanait une fragrance singulière. Il en était de même du Forum Economique Mondial qui était organisé aux mêmes dates dans la station de sports d'hiver très huppée de Davos, et qui réunissait le gratin de l'"élite" économique-politico-financière, laudataire unanime, jusqu'il y a peu, du Consensus de Washington. Les effluves y avaient cependant une senteur différente.

Les deux forums se déroulaient évidemment sur fond de crise économique, sociale et financière globale, avec un constat imposé par les faits : les seules forces du marché ne peuvent générer qu'un monde "sans forme", dénué du sens éthique qui donne ses repères et ses voies au développement, dans son acception humaniste.

L'état d'esprit des participants aux deux forums était diamétralement opposé : regain d'énergie disparate chez les altermondialistes de Belém, morosité unanime chez les "maîtres du monde" de Davos.

Ces derniers versaient des larmes de crocodile sur le système économique dominant prenant eau de partout, et prônaient, nécessité faisant loi, une "moralisation" du capitalisme financier tout en défendant la suprématie effective de celui-ci.

Parmi les autres, nombreux étaient ceux qui se positionnaient avec vigueur pour remettre tout simplement l'économie et la finance à leur place, proposant une alter-fiscalité ainsi qu'une finance alternative, abolissant les paradis fiscaux et les fonds spéculatifs, et étant beaucoup plus stricte dans ses mécanismes de contrôle.

Si la pensée unique, le modèle "TINA" (There Is No Alternative - il n'y a aucune alternative au capitalisme

financier) se fracasse à l'épreuve des faits, les forces à l'œuvre derrière elle restent d'une puissance effrayante et aveugle. En face d'elle, la vision "TATA" (There Are Thousands of Alternatives), dont la force, à savoir la multiplicité des approches, des sensibilités et des idées, fait aussi la faiblesse.

En effet, dans ce monde où une minorité vit au-dessus de ses moyens, et une majorité en-dessous de ses besoins, les milliers d'alternatives ne sont pas toutes crédibles, tant s'en faut, et beaucoup peuvent même se révéler dangereuses parce qu'elles pensent pouvoir faire table rase des réalités concrètes avec lesquelles il faut pourtant composer. Et les tentations totalitaires guettent nombre d'entre elles qui, face à la dictature du tout à la croissance, ne voient comme issue que d'autres modèles dictatoriaux qui ont démontré historiquement leur ineptie, qu'ils soient ou non confessionnels.

Il y a urgence, alors même que les défis inédits que rencontre l'humanité ne laissent que des chemins étroits à l'action. Ces défis doivent être relevés dans le cadre de la démocratie, du droit et du principe de laïcité. Des moyens considérables sont à consacrer à la satisfaction des besoins matériels des populations. Il leur faut aussi répondre à leurs besoins spirituels. Le défi n'est rien moins que rendre des formes au monde, afin de permettre aux individus et aux collectivités de refaçonner des modes de vivre ensemble qui concilient au mieux l'aspiration légitime à l'expression de la liberté individuelle et la nécessité vitale pour celle-ci de se plier aux devoirs collectifs sans lesquels elle s'avère vide de sens.

Pour que l'humanité puisse progresser, il faut un changement fondamental dans ses manières de penser. L'éducation populaire est une des modalités possibles de ce changement. Comme la démocratie, elle est un processus qui exige du temps. En cette ère d'urgence, nous parions que ce temps, nous l'avons encore, confiants que nous sommes dans le génie humain.



Alain COHEUR
Président de Solidarité Socialiste

**SOLIDARITÉ
SOCIALISTE**

Bimestriel édité par **Solidarité Socialiste-Formation, Coopération & Développement**, association sans but lucratif, rue Coenraets 68 à 1060 Bruxelles, tél.: 02/505.40.70, fax : 02/512.88.16, e-mail : fcd@solsoc.be, site Internet : www.solsoc.be
Président : Alain Coheur. **Vice-Présidents** : Jacques Bourgaux, Alain Hutchinson, Véronique Jamouille et Annick Thyré.
Secrétaire : Michel De Jaer. **Trésorier** : Willy Taminioux. **Administrateurs** : Sfia Bouarfa, Dominic Brumagne, Jean-Pierre Derochette, Etienne Godin, Philippe Mahoux, Thibaut Michot, Philippe Van Muylder et Olga Zrihen. **Directeur et éditeur responsable** : Jacques Bastin, rue Coenraets 68, à 1060 Bruxelles. **Pré-presses** : Patrick Abeels. **Flashage et impression** : Bietlot.
Bureau de dépôt : Bruxelles X. N° 37 janvier-février 2009. **CCP 000-000054-54**. En couverture : dans des briqueteries au Pakistan, des familles entières sont employées. Les enfants y travaillent régulièrement, pour un salaire d'environ 200 roupies (2,5 €) pour mille briques manufacturées (cliché : Daniele Gussago).

Aide d'urgence pour Gaza !

1.300 morts ! Plusieurs milliers de blessés ! Des milliers de maisons détruites ! Les bâtiments officiels, les infrastructures, les écoles, les hôpitaux durement touchés ! Et des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants qui tentent de survivre dans les décombres et le chaos. C'est le résultat de trois semaines d'offensive israélienne sur la Bande de Gaza. Outre exiger la reconnaissance du droit des Palestiniens à disposer d'un Etat viable et en sécurité, seule condition d'une paix juste et durable, la population de Gaza a besoin d'aide, et particulièrement les enfants durement touchés par le conflit.

Solidarité Socialiste et son partenaire à Gaza, MA'AN Development Center, lancent un appel pour une aide d'urgence destinée à soulager concrètement les souffrances de près de 8.000 personnes : il s'agit de distribuer des colis de nourriture, des couvertures, des matelas, des réservoirs d'eau, du matériel de cuisine, des kits de vêtements, des sacs à dos et des fournitures scolaires.

Faites un don !

Ce que vous leur apportez !

Quelques exemples de ce que votre don permettra d'offrir à la population de Gaza :

- du matériel de cuisine pour une famille coûte **40 euros**.
- un colis alimentaire pour une famille ou un kit de vêtements et du matériel scolaire pour un enfant coûtent **50 euros**.
- un réservoir d'eau de 1500 litres pour une famille coûte **120 euros**.

**Nous avons besoin de votre appui ! Aidez-nous à aider la population de Gaza !
Tout don, aussi modeste soit-il, est précieux. Merci !**

000-0000054-54

Communication "Aide d'urgence Gaza"

**Infos : Solidarité Socialiste
(Gladys Cifuentes ou Patrick Abeels : 02/505.40.70)**

Un travail décent, une vie digne (V)

L'économie informelle

On la qualifie de multiples façons, mais elle est plus connue sous le nom d'économie informelle. Complexe, multiforme, hétérogène, elle désigne une économie que l'on oppose à l'économie formelle, ou encore dite moderne, et qui n'observe pas le cadre réglementaire de cette dernière. Dans la réalité, les choses ne sont pas aussi simples, les limites de l'une et l'autre économie sont poreuses et les activités formelles et informelles s'interpénètrent. Tentative d'éclairage sur un phénomène essentiel, mais difficile à cerner.

Economie non-officielle, non-déclarée, dissimulée, submergée, sous-marine, parallèle, alternative, de débrouillardise, "candongo", autonome, grise, marginale, contre-économie, invisible, illégale, non-enregistrée, non-observée, cachée, souterraine ou underground, clandestine, secondaire, duale, occulte, noire, irrégulière, périphérique, de l'ombre, populaire, infra-économie, non-structurée, de survie, de la pauvreté, petite économie marchande, informelle, ... Autant de termes employés pour désigner l'activité échappant aux normes légales, aux réglementations et aux statistiques.

Un secteur multiforme

Des centaines de millions de personnes dans le monde travaillent dans ce secteur protéiforme qui représente le plus souvent pour elles l'unique possibilité de faire subsister leur famille, ou tout simplement de survivre. Concrètement, il s'agit de tous ces cireurs de chaussures, travailleuses domestiques, laveurs de vitres aux feux rouges, marchandes de fruits et légumes sur le bords des routes, petits tailleurs et autres réparateurs de motos ...

Certains - une minorité - y prospèrent, pour la multitude il est une mince opportunité à laquelle se raccrocher pour éviter de sombrer dans l'extrême pauvreté. L'informel va de l'activité précaire d'une seule personne (par exemple un vendeur à la sauvette) à de grandes entreprises, pérennes, bien structurées, occupant un grand nombre de travailleurs.

De tout temps, ou du moins dès qu'une accumulation de richesses a été possible du fait de la transformation de la structure socio-économique, les



Dans l'économie cambodgienne, les femmes sont largement confinées dans le secteur informel (photo : Andrew Nette).

autorités ont tenté de réguler ou réglementer les activités marchandes afin de capter les moyens qui leur étaient indispensables pour l'exercice du pouvoir. Mais les employeurs et les travailleurs, volontairement ou obligés, ne se sont jamais tous pliés aux contraintes légales, et à leurs contreparties en termes de droits et de statut, lorsque celles-ci existaient. Dès lors, si l'économie informelle représente l'activité non réglementée dans le cadre plus large d'un système régulé, elle est aussi vieille que l'économie formelle. Bref, comme Monsieur Jourdain faisait de la prose sans le savoir, beaucoup de personnes travaillaient dans l'économie informelle sans s'en rendre compte.

Définir l'économie informelle !

Et puis, rationalité oblige, un concept "économie informelle" a été défini. Il est apparu dans une étude sur le Kenya publiée par le Bureau International du Travail (BIT) en 1972. Selon cette étude, pour qu'une activité soit dite "informelle", elle doit correspon-

dre à la combinaison de plusieurs caractéristiques, sans devoir nécessairement toutes les reprendre. Les critères seraient la faible taille des unités de production, l'arriération technologique et l'irrégularité de l'activité dans le temps, le fait qu'elle soit incontrôlée, non régulée, clandestine, non contractuelle, invisible pour les statistiques officielles, ...

Cette impondérable économie informelle échappe aux mécanismes syndicaux classiques qui ont permis que, dans les pays industrialisés, le monde du travail se structure progressivement selon un modèle formel de concertation sociale entre le patronat et les travailleurs, sous l'arbitrage de l'Etat. Pour le travailleur informel, pas de protection sociale, pas de liberté et de droit syndical, pas question de dialogue social.

Mise en doute du "progrès".

Le début des années 70, c'est le moment même où une partie des instances officielles se mettent à questionner, sur les plans social, économique et environnemental, l'efficacité, voire la pertinence du modèle de développement alors dominant. Selon ce modèle dit industriel ou de la modernité, les causes du sous-développement sont à rechercher dans la résistance et l'inadaptation des sociétés traditionnelles aux évolutions de la modernité. Cette vision a



Un vendeur à la sauvette dans les rue de Cartagena, en Colombie.

conduit nombre de personnes, dans les années 50 et 60, à croire ou à vouloir faire croire que le progrès économique dans les pays en voie de développement aurait pour résultat inéluctable la disparition des modes traditionnels de travail et de production. Et que, dès lors, le cadrage du travail et de la production selon la structuration formelle à l'occidentale n'était qu'une question de temps et de moyens.

Quand théorie et pratique se contredisent.

Les faits ne semblant pas corroborer le modèle, l'on s'est mis à étudier de manière plus approfondie ce qui était désormais nommé le "secteur informel". Pour se rendre compte que la tendance générale était que, non seulement, celui-ci ne tendait pas à disparaître, mais qu'il prenait de plus en plus de place et d'importance, jusqu'à absorber des pans de l'économie jusqu'alors formalisés.

L'informel, surtout au Sud, mais aussi au Nord !

L'économie informelle évoque d'abord les pays du tiers-monde ou du Sud, où elle peut représenter plus de 70% des emplois dans le secteur non-agricole. Quand on considère l'emploi informel dans le secteur agricole, et particulièrement le travail des femmes, les chiffres sont encore plus impressionnants : on parle de plus de 90% des emplois en Afrique subsaharienne.

Pourtant elle est présente également, quoique dans des proportions beaucoup plus modestes, dans les pays dits développés où elle tend d'ailleurs à gagner du terrain : si l'on prend en compte des critères fiscaux, comptables, juridiques, ..., on constate de fait le développement d'une économie informelle, parallèle à la marginalisation d'une frange toujours plus importante de la population, exclue pour diverses raisons de l'économie formelle.

Une économie informelle très féminine.

On ne peut évoquer l'informel sans s'attarder sur la situation des femmes qui représentent 60 à 80 % du secteur, selon les estimations, et qui sont principalement occupées par les activités les moins rémunérées et les moins qualifiées (couture, services domestiques, alimentation...).

Christiane Marty, membre du conseil scientifique d'Attac, explique que *"l'impact de la libéralisation de l'économie sur les femmes se traduit, au Nord, par le temps partiel, au Sud par l'informel"*. Aux difficultés que rencontrent les hommes s'ajoutent en effet des obstacles spécifiques comme un accès limité à la terre, au logement, à la formation, etc. La difficulté notamment de travailler en dehors de chez elles permet aux entreprises de leur imposer plus facilement des contrats flexibles de travail à domicile.



Une famille de La Chureca, la plus grande décharge de Managua, la capitale du Nicaragua. Ils sont plus de 1 500, hommes, femmes et enfants, à y survivre grâce à la collecte, entre des aliments décomposés et des animaux morts, de matériaux comme l'aluminium, le fer, le cuivre, le bronze, le papier, le plastique et le verre dans des situations indignes de la condition humaine. Solidarité Socialiste y a mené, avec Funjofudess, un projet sur l'accès à la santé.

Déstructuration ...

En fait, les partisans du modèle "industriel" n'avaient pas tout à fait tort. Les modes traditionnels de travail et de production ont bien été déstructurés plus ou moins rapidement. Ils ne se sont cependant pas reconstruits sous la forme d'une économie formalisée, mais ont été "déplacés" dans une nouvelle économie sortie de tout cadre, qu'il soit traditionnel ou moderne.

... globalisée.

Les raisons de ce "déplacement" sont multiples, mais la lame de fond est bien la globalisation des activités économiques et financières, marquée par l'idéologie du laisser-faire, de la déréglementation, de la dérégulation et de la nécessité d'affaiblir la puissance étatique, pour que puissent s'exercer le plus librement possible les forces du marché. Dans un contexte où, dans le Sud, la croissance démographique et l'exode rural entraînent un développement rapide des villes qui nécessite des politiques publiques sociales et économiques capables d'encadrer et de structurer cette évolution.

L'informel, positif ou négatif ?

L'économie informelle est-elle un frein ou un atout pour le développement ? La question est hautement politique, tout comme le concept de développement.

Alors que les discours officiels jusqu'au milieu des années 80 analysaient en général l'informel comme une donnée négative, il s'est produit alors un revirement, contemporain des politiques menées par des ultra-libéraux comme Margaret Thatcher ou Ronald Reagan dans le monde anglo-saxon, et de la révolution idéologique de Gorbatchev prônant la perestroïka dans un empire soviétique en pleine déliquescence. L'économie informelle est, à partir de là, parée de toutes les vertus : elle est dynamique, permet la flexibilité et l'adaptabilité, est créatrice d'emplois et moins onéreuse que le formel.

Il est certain que pour les puissances financières et économiques, hostiles à l'intervention de l'Etat et aux contre-pouvoirs que constituent les organisations syndicales, ou toute autre forme d'organisation de défense des droits des populations, l'économie informelle est à la fois un terrain privilégié qui laisse le plus souvent l'individu seul face à des forces qui peuvent le broyer sans résistance, et une soupape de sûreté qui permet, à de nombreuses occasions, d'éviter l'explosion sociale. Et puis, à qui s'opposer, lorsque la dilution du pouvoir est telle que l'on ne sait plus qui est responsable de la situation d'exclusion et de misère que l'on doit subir, et lorsque l'on fait jouer les exclus les uns contre les autres ?

Organiser les travailleurs de l'informel.

Si l'économie informelle, en l'état actuel, s'avère vital pour un très grand nombre de personnes, en constituant notamment un palliatif à l'insuffisance ou à l'inexistence de protection sociale, elle ne peut constituer un modèle de substitution à un mode d'organisation à travers lequel les travailleurs peuvent

revendiquer leurs droits et prétendre à un travail décent et à une vie digne. Dans ce sens, organiser les travailleurs de l'informel dans l'objectif de leur assurer une meilleure protection et de leur permettre d'exercer leurs droits les plus élémentaires est une nécessité. Et il s'agit de le faire non contre l'Etat, quel que soit le niveau auquel celui-ci se situe, mais bien en revalorisant son rôle en tant que créateur de lien social dans l'optique d'un mieux-être individuel et collectif.

Cela soulève beaucoup de questions et les réponses seront sans doute dans la mise en place de stratégies multiples étant donné l'extrême hétérogénéité des contextes dans lesquels se développe l'économie informelle. Elles devraient toutefois s'inscrire dans une volonté de réduire les disparités de genre, de mettre en place un filet de protection sociale minimum, d'améliorer les conditions de travail en particulier pour les catégories les plus vulnérables, d'assurer un meilleur accès aux services de base (formation, éducation, santé). Bref, il s'agit d'accès aux droits fondamentaux : droit de travailler avec un revenu décent, droit à une protection sociale, à un niveau de vie adéquat. Il s'agit, au-delà, de l'avenir de la démocratie et de l'Etat de droit car, comme le disait Marcelo Ossandon, en évoquant l'informel en Amérique latine au cours d'un colloque organisé voici déjà plus de dix ans par Solidarité Socialiste et l'Interrégionale wallonne de la FGTB, "(...) *le désengagement de l'Etat de l'économie au nom du soutien de l'économie informelle tend à renforcer le poids politique (...) des grandes firmes, mais aussi d'organisations criminelles et mafieuses, et à brouiller la séparation entre sphère publique et privée, qui est une condition essentielle de l'Etat de droit.*"



Photo : Renaud Hoyois.

S'interroger sur les raisons qui poussent les Etats à favoriser l'économie informelle, en contradiction avec les lois qu'ils produisent ou de leurs discours officiels, c'est questionner la relation des citoyens à l'Etat, et la nature même de celui-ci. C'est ainsi qu'au Maroc, par exemple, l'attitude des autorités face aux travailleurs de l'informel, et notamment aux petits marchands ambulants, est ambiguë, et pousse à se demander quelles fins y sert l'exercice du pouvoir. Nous y reviendrons, entre autres, lors d'un prochain théma-zoom.



Photo : ASMADE (Burkina Faso).